



HAL
open science

Clairvoyance allemande en Libye?

Nora Lafi

► **To cite this version:**

| Nora Lafi. Clairvoyance allemande en Libye?. 2011. halshs-00607106

HAL Id: halshs-00607106

<https://shs.hal.science/halshs-00607106>

Preprint submitted on 7 Jul 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Clairvoyance allemande en Libye?

Nora Lafi, conférence au Zentrum Moderner Orient le 20 mars 2011

On a beaucoup critiqué, ces derniers jours, la position allemande quant au conflit libyen. La défiance marquée par la chancelière Angela Merkel envers une intervention armée contre les troupes du colonel Kadhafi a été interprétée en France, jusque dans les colonnes des journaux habituellement les plus réfléchis, comme un refus de l'Allemagne d'assumer ses responsabilités de grande puissance, et comme un attentisme coupable face à un appel au secours de forces combattant pour la démocratie. Les choses ne sont peut-être pas aussi simples. Bien sûr, des raisons liées à la politique intérieure allemande expliquent la position prudente de la Chancelière, de même, qu'à l'inverse, les motivations de politique intérieure du président Sarkozy sont évidentes au moment où celui-ci se débat face à un étiage de popularité, pouvant l'amener à penser qu'une guerre présentée comme la promotion de la démocratie serait de nature à reconstruire un certain consensus. Il y a aussi, pour le cas de l'Allemagne, la retenue qu'impose tout un ensemble de salutaires dispositions constitutionnelles et parlementaires empêchant un chef de gouvernement de mener ce qui peut apparaître comme une guerre d'attaque sans avoir parcouru un complexe *iter* politique et démocratique. Mais il y a surtout une posture différente en Allemagne en ce qui concerne l'idée de la promotion de la démocratie à l'extérieur. Loin des errances néo-conservatrices, loin des ambiguïtés post-coloniales, l'Allemagne a bâti au cours de la dernière décennie tout un réseau de coopération intellectuelle et politique au Maghreb et au Moyen-Orient, qui, au travers de fondations et programmes de recherche ou d'échange, promeut une vision pragmatique, et fondée sur un réel travail en commun avec les forces locales, des processus de démocratisation. Ces instances diverses pratiquent un dialogue constant avec toutes les composantes de la société, y compris la frange conservatrice et religieuse de l'opinion, car le plus important est sans doute de convaincre ceux qui ne le sont pas forcément d'emblée, sachant repérer et promouvoir les éléments constituant la société civile. Le plus souvent ces fondations et initiatives d'échange parviennent à limiter au minimum la compromission avec les régimes dictatoriaux, tout en travaillant à leur ouverture. Il est évident que pour tous ceux qui conçoivent ainsi le dialogue démocratique, l'idée de la force apparaît comme un remède à terme potentiellement pire que le mal.

D'autant plus que si les Allemands ne font pas montre d'un enthousiasme débordant pour aider les rebelles de Benghazi, c'est qu'ils nourrissent certains doutes, assurément légitimes, sur l'essence du mouvement qui les anime. Il apparaît ainsi que ce qui avait commencé en Libye comme une mobilisation populaire face à l'oppression du régime dictatorial, et s'était amplifié sous forme de protestation de masse face à la brutalité abjecte de la répression de ces premières manifestations, a tourné rapidement à la confiscation du mouvement par une faction armée se lançant dans une véritable guerre, dont la typologie rappelle celle des guerres de faction au Tchad et surtout reprend les bases d'une très ancienne insurrection armée islamiste. Plus de manifestations populaires mais une conquête militaire du territoire, à laquelle a répondu le régime, rétréci lui aussi à l'état de faction regroupée autour de ses points forts de Syrte et Tripoli et de sa base tribale, par une contre-offensive violente. Il n'a pas échappé aux Allemands qu'à partir du moment où la faction armée basée à Benghazi prenait la tête de la révolte, les éléments issus d'une société civile modérée œuvrant pour la démocratisation se sont terrés chez eux ou réfugiés à la campagne, et que, d'un point de vue politique, les Islamistes, renforcés par des transfuges du régime, avaient largement pris le contrôle de la situation, sans qu'il n'existe aucune garantie quant à leurs intentions démocratiques. La menace d'une intervention étrangère avait également fait taire toutes les voix dissidentes encore hésitantes, surtout à Tripoli. Dans cette ville ainsi, à partir des premières évocations d'une intervention étrangère, corroborées alors par la capture de divers commandos européens, l'opinion modérée formant société civile s'est totalement retirée de la scène des manifestations urbaines. Le régime a eu beau jeu dès lors d'exalter la fibre anti-coloniale libyenne, dont les Allemands n'ont pas sous-estimé la consistance. Kadhafi a su tirer de cette rhétorique un sursaut inattendu. Dans ces conditions, la position allemande relève peut-être d'une posture bien plus clairvoyante qu'on a tendance à le penser en France, et si seul l'avenir dira l'issue des options traumatiques choisies

actuellement par la France et ses alliés, il est à craindre, les précédents n'étant pas forcément encourageants, qu'encore une fois l'illusion, voire l'hypocrisie, de vouloir imposer la démocratie par les armes, se révèle une cruelle épreuve, en premier lieu pour les Libyens.

Nora Lafi est historienne, spécialiste de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, et particulièrement des formes et expressions de la société civile en contexte arabe. Elle est chercheuse (ministère fédéral allemand de l'éducation et de la recherche, BMBF) au Zentrum Moderner Orient (ZMO) de Berlin et membre du conseil scientifique du programme EUME (Europe in the Middle-East, the Middle-East in Europe) auprès du Wissenschaftskolleg de Berlin, dont elle dirige, avec Ulrike Freitag, le volet urbain. Elle est l'auteur de l'article « Libye contemporaine » dans la dernière édition de l'*Encyclopaedia Universalis*. Parmi ses autres publications: *Une ville du Maghreb: Tripoli 1795-1911*, Paris, 2002; *The City in the Ottoman Empire* (dir. cum al.), Londres, 2010.